



Déclaration liminaire de la FSU CSA-SD de l'Isère du 18 mars 2024

La rentrée 2024 va se faire dans un contexte particulièrement tendu. Les personnels subissent de plein fouet les volontés de communication au service de Gabriel Attal, qui a souhaité imposer une vision de l'École qui ne correspond ni à celle exprimée par les personnels qui la font vivre quotidiennement ni aux travaux de la recherche. Une commande ministérielle inadaptée, non préparée, puis deux remaniements, font que le projet du « Choc des savoirs » se heurte à la réalité de terrain : les personnels comme les usager-es ne veulent pas de ce projet d'École, et le désordre règne. Des postes sont supprimés, des collègues déplacé-es, des équipes abîmées, au nom d'un projet de tri social.

Plus de dialogue avec les organisations syndicales, avec les fédérations de parents d'élèves, un soupçon d'anticipation et moins de calculs politiques auraient peut-être pu éviter que ce soient les collègues et les élèves qui paient les errances d'un ministère déconnecté.

Pour autant, si les atermoiements gouvernementaux sur les groupes de niveaux reflètent les doutes sur leur pertinence au plus haut niveau, l'ensemble du projet de « Choc des savoirs » est néfaste. Les injonctions sur les pratiques pédagogiques, les manuels labellisés, le tri des élèves selon leur niveau, la sélection à l'entrée au lycée, la dégradation de l'enseignement professionnel, l'obsession pour des savoirs dits « fondamentaux » réduisant la culture à un minimum misérabiliste... tout cela est en contradiction avec les valeurs que porte la FSU, celle d'une École émancipatrice pour toutes et tous.

À cela s'ajoutent les grands projets coûteux et inutiles : la « tenue unique », pour ne pas dire uniforme et montrer l'aspect réactionnaire de ce projet, le SNU... Des milliards qui pourraient être utilisés pour des enjeux plus cruciaux alors que pendant ce temps, les fonctionnaires voient leur point d'indice gelé, les espoirs de revalorisations s'envoler, les AED et AESH restent extrêmement précaires et sans véritable statut.

Au contraire, le gouvernement fait le choix assumé de l'austérité... 700 millions d'euros devraient être retirés du budget de l'Éducation nationale. Pour le gouvernement, revaloriser ceux et celles qui font tourner l'École serait de l'argent gaspillé... Ou bien encore, recruter les enseignant-es qui manquent encore devant des classes serait folie financière. Rien n'est prévu pour éviter une nouvelle rentrée où de nombreuses classes n'auront pas d'enseignant-es.

Toutes les familles de France n'ont pas la chance de pouvoir échapper à une désorganisation planifiée de l'École publique en mettant leurs enfants dans le privé, qui fonctionne par ailleurs avec l'argent public pour les ¾. La France reste à ce titre championne des inégalités scolaires dans l'OCDE, la France étant un des pays les plus mal classés, et là où la mobilité sociale est la plus faible.

En Isère, la politique voulue au ministère produit ses effets. Les injonctions sur l'organisation en groupes de niveaux en français et mathématiques, groupes dont l'inefficacité est prouvée et dont le principe même est combattu par la FSU, ont conduit les établissements à devoir proposer une répartition des moyens de leurs dotations sans aucun texte réglementaire. Où en est-on sur ce sujet, et sur la question du théâtre obligatoire. Sur quels horaires ? Dans quelles disciplines ?

Ce projet et des moyens insuffisants pour mener une politique ambitieuse en réduisant le nombre d'élèves par classe auront produit des effets notables :

Premièrement, les mathématiques et le français semblent renforcés par la création respective de 8 et 10 postes, au prix d'une organisation pédagogique difficilement acceptable puisque le travail des collègues sera considérablement alourdi par l'explosion des groupes classe, qui pénaliseront d'ailleurs les élèves les plus fragiles et en quête de repères, et par les contraintes pouvant s'ajouter si les élèves doivent pouvoir changer de groupe en cours d'année. La classe, dotée d'une mixité sociale, doit rester la structure pédagogique de référence et des moyens attribués pour les dédoublements.

Deuxièmement, ce sont 15 postes de sciences dont 10 en technologie, 13 postes de langues, 2 postes d'éducation musicale, et un poste d'histoire-géographie et EPS qui sont sacrifiés pour financer l'effort sur les soi-disant « savoirs fondamentaux ». Au total 32 postes.

Troisièmement, de nombreux compléments de services qui pourrait être évités avec une dotation moins contraignante.

La FSU rappelle son opposition ferme à une École qui réduit l'enseignement à une simple maîtrise de fondamentaux et qui occulte toute la culture apportée par les autres disciplines, indispensable à l'émancipation intellectuelle de tout·e futur·e citoyen·ne.

Au total, le solde est de -16 postes. Ce sont encore une fois les personnels et les élèves qui feront les frais des choix politiques qui nous sont imposés.

Face à ce constat accablant, la FSU appelle à la grève le 19 mars prochain :

- pour l'augmentation des salaires et des pensions qui passent par une revalorisation du point d'indice et non pas par une rémunération dite « au mérite » ni par le Pacte dont nous demandons l'abandon.
- pour une augmentation des moyens dans les services publics qui permette dans l'Éducation nationale de baisser le nombre d'élèves par classe à rebours d'une École minimaliste, favorisant le tri et la ségrégation sociale, et contraire aux principes de la République.

La FSU revendique une École ambitieuse pour toutes et tous et pour cela appelle à de vraies revalorisations des personnels, à la création d'un vrai statut de fonctionnaire pour les AESH, à l'abandon des expérimentations « tenue unique » et du SNU, à un financement conséquent et à la fin des coupes budgétaires.